



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFECTURE
DE LOIRE-ATLANTIQUE**

**Direction des Affaires Décentralisées
et de l'Environnement
Bureau de la Protection
de l'Environnement
N° 1 ENV 94**

ARRÊTÉ

**LE PRÉFET DE LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE
PRÉFET DE LOIRE-ATLANTIQUE**

Officier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret modifié n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi précitée ;

VU le décret modifié du 20 mai 1953 fixant la nomenclature des Installations Classées ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 1980 délivré à M. Michel LEDUC, demeurant au lieu-dit "La Sionnière" commune de TEILLE, l'autorisant à exploiter, à cette adresse, un nouveau poulailler de 20 000 volailles en complément d'un élevage existant de 32 000 animaux. L'effectif total de cette exploitation sera ainsi porté à 52 000 sujets ;

VU la demande formulée par le GAEC LEDUC Père et Fils dont le siège social est sis au lieu-dit "La Sionnière" à TEILLE en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un poulailler de 46 000 places de poulets de chair en complément d'un élevage existant de 88 000 places de poulets ou équivalent-poulets sur le site de "Les Pinières" à TEILLE, soit au total 134 000 places ;

VU l'enquête à laquelle il a été procédé sur cette demande ;

VU l'avis du Commissaire Enquêteur en date du 13 décembre 1993 ;

VU l'avis du Directeur des Services Vétérinaires, Inspecteur des Installations Classées, en date du 27 juillet 1993 ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 20 juillet 1993 ;

VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du 8 octobre 1993 ;

VU l'avis du Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile en date du 17 septembre 1993 ;

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 28 juillet 1993 ;

- VU l'avis du Directeur Départemental de l'Équipement en date du 12 octobre 1993 ;
- VU l'avis du Service Maritime et de Navigation en date du 28 septembre 1993 ;
- VU l'avis de la Société Nationale des Chemins de Fer Français en date du 22 septembre 1993 ;
- VU l'avis du Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricole de Loire-Atlantique en date du 28 septembre 1993 ;
- VU l'avis du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Direction de la Production et des Échanges - Sous-Direction des Productions Végétales en date du 19 novembre 1993 ;
- VU l'avis du Conseil Municipal de COUFFE en date du 21 octobre 1993 ;
- VU l'avis du Conseil Municipal de LIGNE en date du 5 octobre 1993 ;
- VU l'avis du Conseil Municipal de RIAILLE en date du 12 novembre 1993 ;
- VU l'avis du Conseil Municipal de MOUZEIL en date du 18 novembre 1993 ;
- VU l'avis du Conseil Municipal de PANNECE en date du 29 octobre 1993 ;
- VU l'avis du Conseil Municipal de TEILLE en date du 16 octobre 1993 ;
- VU l'avis du Conseil Municipal des TOUCHES en date du 8 octobre 1993 ;
- VU l'avis du Conseil Municipal de ST MARS DU DESERT en date du 2 décembre 1993 ;
- VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 10 février 1994 ;
- VU le projet d'arrêté transmis au GAEC LEDUC Père et Fils en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 susvisé, en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Loire-Atlantique ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : Le GAEC LEDUC Père et Fils dont le siège social est au lieu-dit "La Sionnière" à TEILLE est autorisée à exploiter un poulailler de 46 000 places de poulets de chair en complément d'un élevage existant de 88 000 places de poulets ou équivalents poulets sur le site de "Les Pinières" à TEILLE, soit au total 134 000 places de poulets de chair de plus de 1 jour en présence instantanée.

ARTICLE 2 : L'exploitation de l'élevage se fera au sol sur litière accumulée. Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification de l'installation et son mode d'utilisation doivent être portés à la connaissance du Préfet avant leur réalisation.

ARTICLE 3 : Les murs et cloisons du poulailler seront revêtus de matériaux imperméables, durs, résistants aux chocs et à surface lisse sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

Michel Apollon
Préfet
29/01/94

ARTICLE 4 : Entretien :

Au niveau de l'établissement, il y aura de l'eau sous pression en quantité suffisante.

Toutes les parties de l'établissement, les ustensiles, les récipients et tous autres objets utilisés seront maintenus en bon état de propreté et d'entretien.

L'eau des abreuvoirs sera de l'eau potable.

Deux fois par an, la litière sera enlevée, le bâtiment sera nettoyé, désinfecté et un vide sanitaire sera réalisé.

ARTICLE 5 : Les cadavres seront stockés dans un congélateur en attendant leur ramassage par le camion d'équarrissage.

ARTICLE 6 : Toutes les parties des bâtiments seront convenablement ventilées. toutes mesures efficaces seront prises pour que le voisinage ne puisse être incommodé par les odeurs.

ARTICLE 7 : Toutes dispositions efficaces seront prises dans toutes les parties de l'élevage pour éviter l'introduction et la pullulation des mouches et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.

ARTICLE 8 : Les eaux pluviales seront collectées par un réseau particulier et dirigées vers les fossés voisins;

ARTICLE 9 : Les litières et les fientes seront convenablement entretenues pour éviter le dégagement d'odeurs et de poussières. Après l'enlèvement des litières des bâtiments, leur entreposage ne pourra avoir lieu à moins de 50 mètres de toute habitation.

ARTICLE 10 : Le fumier ne sera pas stocké sur place. Il sera épandu sur 600 hectares répartis entre le GAEC LEDUC et 9 agriculteurs qui ont signé un contrat d'épandage.

L'épandage est interdit :

- à proximité des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers, à moins de 200 mètres des lieux de baignade, à moins de 500 mètres des sites conchylicoles, à moins de 35 mètres des cours d'eau ;
- pendant les périodes où le sol est gelé ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées
- sur les terres dont la pente est supérieure à 7 %.

Sur les terres limitrophes de la commune de SAINT MARS DU DESERT l'épandage est interdit pendant les jours fériés, le samedi et le dimanche.

En cas de stockage du fumier sur le site d'épandage, il sera recouvert d'une bâche pour éviter tout lessivage.

Il devra être situé à plus de 35 m des cours d'eau, 50 m des points d'eau, 100 m des habitations et 5 m des routes et des fossés.

ARTICLE 11 : Un cahier d'épandage sera tenu à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées. Il comportera les informations suivantes :

- les date d'épandage,
- les volumes d'effluents ainsi que les quantités d'azote et de phosphore, épandues toutes origines confondues,
- les parcelles réceptrices,
- la nature des cultures,
- le délai d'enfouissement.

ARTICLE 12 : Les déchets de l'exploitation seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances pour les population avoisinantes et l'environnement.

ARTICLE 13 : Le niveau sonore des bruits émis par les équipements ne devra excéder les seuils fixés par l'arrêté ministériel relatif au bruit des installations classées (arrêté ministériel du 20 août 1985).

ARTICLE 14 : Les bâtiments seront construits en matériaux au minimum "moyennement inflammables", la couverture étant en matériaux incombustibles.

Le chauffage des éleveuses devra être assuré depuis une chaufferie isolée des locaux d'élevage par des cloisons en maçonnerie et n'ayant aucune communication avec eux, sauf emploi de chauffage au radiant gaz.

Les installations électriques seront réalisées selon les prescriptions de la norme C 15.100 relatives aux locaux humides présentant des risques d'incendie.

ARTICLE 15 : Pour éviter les surpressions, des dispositifs de sécurité (soupapes) seront placés sur le digesteur et le gazomètre.

La tuyauterie de liaison entre le gazomètre et les appareils utilisant le biogaz sera munie d'un dispositif anti-retour de flammes et d'un contrôleur de pression de gaz.

ARTICLE 16 : Un paratonnerre ou dispositif anti-foudre sera installé sur le gazomètre.

ARTICLE 17 : En aucun cas, ni en aucune époque, ces conditions ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité de stravailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

ARTICLE 18 : L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est accordée sous réserves du droit des tiers. Elle ne dispense nullement des formalités relatives au permis de construire et cessera de produire effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans ou s'il n'est pas exploité durant deux années consécutives.

ARTICLE 19 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie de TEILLE et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la Mairie de TEILLE pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire de TEILLE et envoyé à la Préfecture de Loire-Atlantique - Direction des Affaires Décentralisées et de l'Environnement - Bureau de la Protection de l'Environnement.

Une ampliation de cet arrêté sera transmise aux Conseils Municipaux de TEILLE, COUFFE, LIGNE, RIAILLE, MOUZEIL, PANNECE, LES TOUCHES, TRANS SUR ERDRE, MESANGER et ST MARS DU DESERT.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du GAEC LEDUC Père et Fils dans les quotidiens "Ouest-France" et "Presse-Océan".

ARTICLE 20 : Deux copies du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans de l'établissement seront remis au GAEC LEDUC Père et Fils, qui doivent toujours les avoir en leur possession et les présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de ce dernier.

ARTICLE 21 : Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

ARTICLE 22 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Loire-Atlantique, les Sous-Préfets d'ANCENIS et CHATEAUBRIANT, le Maire de TEILLE et le Directeur des Services Vétérinaires de Loire-Atlantique - Inspecteur des Installations Classées - sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANTES, le 15 JUL 1994

~~Pour~~ LE PREFET
Le Secrétaire Général

Pour ampliation
Pour le Chef de Bureau
de la Protection de l'Environnement


M. TURRIERE

Pierre BARATON